M'SILA

Les contractuels du pré-emploi observent un sit-in ouvert

La coordination des contractuels du pré-emploi et du filet social de la wilaya de M'sila observent un sit-in ouvert devant le siège de la wilaya à partir de ce dimanche 16 mars.

Photo : DR

Une décision prise après la réunion organisée le 13 mars dernier, des représentants des 47 communes de la wilaya qui ont évalué le dernier mouvement de protestation tenu le 10 mars dernier. Comme on a débattu de la décision du sit-in d'hier, en signe de protestation contre le silence des responsables locaux qui n'ont rien fait pour résoudre ce problème, selon le coordonnateur de ce mouvement M. Habib Ahmed, très décidé à ne pas quitter les lieux même à y passer la nuit, a-t-il ajouté, jusqu'à obtenir gain de cause.

Cette coordination a écrit une missive aux différents responsables du pays les sommant d'intervenir et procéder à l'installation de ces jeunes contractuels dans leurs postes de travail occupés depuis plusieurs années par d'autres bénéficiaires parachutés d'ailleurs, tout en pointant du doigt l'administration locale et l'inspection du travail de la wilaya qui ont créé cette débandade, loin de toute forme de surveillance et de contrôle de la tutelle.

Cette coordination insiste pour maintenir ses demandes qui consistent à envoyer une commission ministérielle en vue de lancer un débat avec les protestataires ; suspendre toute décision d'emploi prise pour ceux qui ont subi un examen d'emploi ; commencer à installer ces jeunes dans leurs postes déjà occupés et qui sont contractuels avec l'Anem et la DAS comme on réclame le départ de l'inspecteur de la Fonction publique source de ces problèmes, selon cette lettre. Cette missive, dont on a reçu une copie, révèle que la wilaya de M'sila compte plus de 10 000 postes d'emploi vacants dont 54 00 postes dans le secteur de l'éducation dit M. H. Ahmed. Réclamer ses droits en manifestant pacifiquement, comme le stipule la Constitution, rentre dans le cadre des libertés individuelles loin de toute forme de répression et des agressions.

A. Laïdi

AÏN DEFLA

Les habitants d'Oued Salem ferment le siège de l'APC d'Arib

Hier, dès l'ouverture de l'administration, plus d'une centaine d'habitants du douar d'Ouled Salem, situé à quelques encablures à l'ouest de la commune d'Arib, douar issu de l'exode enregistré durant la décennie noire, venant de Oued Ehaad, Tachta, El Abadia… se sont rassemblés devant le siège de l'APC. Les adolescents en première ligne.

Les protestataires ont procédé à la fermeture du portail d'accès au service de l'état civil, avant d'accrocher aux grilles des banderoles où on a pu lire, entre autres «Non à la hogra !», «Non à la marginalisation !», «Non à l'absence de l'électricité», «Non à l'absence du réseau d'assainissement».

Des adultes attroupés sur le trottoir d'en face à qui nous avons demandé ce qui les a poussés à entamer cette contestation nous ont confié : «Nous ne disposons pas de réseau d'assainissement et chaque habitant s'est creusé une fosse septique derrière sa demeure, aux robinets l'eau n'arrive pas ou rarement et avec parcimonie, l'eau est pompée avant d'arriver aux foyers situés en hauteur, nous vivons dans le noir faute d'énergie électrique et l'été, même par les grandes chaleurs, nous ne pouvons même pas nous offrir de l'eau fraîche». Renseignement pris, on nous indique que certains se sont dotés de câbles et achètent de l'électricité à d'autres habitants se trouvant à des centaines de mètres, au moyen de branchements pleins de risques. Après cet entretien avec les contestataires, nous avons pris attache avec le maire qui avait entamé un dialogue avec les représentants des contestataires. Pour ce qui est de l'assainissement, le maire nous indique qu'il venait de recevoir l'AP (Autorisation de programme) d'un montant de 38 millions de dinars pour achever les 6 et 7e tranches du collecteur. S'agissant du manque d'eau potable, le premier responsable de la commune nous confie «nous avons adressé maintes correspondances à la SDO (Ex-Sonelgaz) qui sont restées sans écho, pourtant cette société exige le paiement d'avance avant de lancer les appels d'offres qui se révèlent infructueux, nous mettant ainsi en confrontation avec les citoyens». Quant à l'eau potable, le maire dira : «Nous ne pouvons installer le réseau qu'après avoir achevé la pose du réseau d'assainissement pour éviter tout risque d'interconnexion des deux réseaux». Par ailleurs, il s'avère que certains «citoyens» à l'aide de pompes se paient le luxe d'irriguer leurs jardins avec de l'eau potable et privent d'autres foyers du précieux liquide. A l'APC, on indique que le douar qui compte maintenant quelque 400 habitations a connu une poussée démographique notable à la suite de l'octroi de 180 aides à l'habitat rural.

Aux dernières nouvelles après l'entretien avec le maire, les représentants du douar ayant reçu les explications se sont dispersés mais les adolescents continuaient en début d'après-midi à interdire l'accès des administrés à la mairie, ce qui n'a pas été pour plaire à la population qui se dit pénalisée alors qu'elle n'y est pour rien. «Ils ont le droit de contester et de réclamer leurs droits que nous respectons, mais nous aussi nous avons des droits, il faut qu'ils soient aussi respectés. Ce n'est pas à nous de payer les frais de certaines carences dans la gestion des communes», nous dit un groupe de jeunes d'Arib.

Karim O.

BLIDA

Les habitants des bidonvilles de Chiffa bloquent les trains en partance vers Alger

Les habitants des bidonvilles situés au lieudit Douar Bechar dans la commune de Chiffa, à 7 kilomètres à l'ouest de Blida, ont bloqué, hier matin, les trains en partance vers Alger pour protester contre leur non-recasement dans des logements décents à l'instar de leurs voisins qui ont bénéficié, au mois de juillet dernier, d'habitations.

Les protestataires ont rappelé les autorités locales leurs promesses de prendre en charge leurs préoccupations mais jusque-là, disent-ils, rien n'a été fait. Ils sont actuellement au nombre de 54 familles à vivre dans des taudis où les conditions de vie sont extrêmes. Il est à noter que c'est le deuxième mouvement de protestation depuis le déménagement de leurs voisins. Par ailleurs, les habitants des bidonvilles d'Oued Beni Azza, dans la daïra de Ouled Yaïch, ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la daïra pour signaler les risques encourus suite au débordement de l'oued Beni Azza ces trois derniers jours qui a inondé leurs maisons. Ils ont fait savoir également que quatre habitations en tôle se sont effondrées en raison de la montée des eaux de l'oued. Sans abris depuis, leurs enfants n'ont pu rejoindre les écoles, précisent-ils.

Selon des protestataires, le chef de daïra d'Ouled Yaïch leur a promis de leur rendre visite mercredi prochain et d'engager, à l'occasion, une nouvelle procédure de recensement.

M. B.

SOUK AHRAS

Sit-in des retraités de l'armée devant le siège de la Wilaya

Plus de deux cents anciens militaires et des retraités de l'ANP ont observé aujourd'hui un sit-in, devant le siège de la wilaya de Souk Ahras brandissant des banderoles portant des slogans en corrélation avec leur revendication, pour s'élever publiquement encore une fois et dénoncer la situation affligeante dans laquelle ils se trouvent actuellement. Les protestataires en grogne scandaient «non à la marginalisation», «où sont les promesses de l'Etat quant à la revalorisation d'une retraite digne». Une liste de réclamations dans une missive a été transmise au wali de la wilaya de Souk Ahras par le biais de son chef de cabinet,. Ce rassemblement a duré une heure et demie avant que les retraités de l'armée ne se dispersent dans le calme.

BarourYacine

ANNABA

Marche des retraités de l'ANP

Une marche des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP), réunissant des dizaines de personnes s'est ébranlée hier depuis le siège de la wilaya de Annaba, traversant plusieurs rues et parcourant le cours de la Révolution, avant d'aboutir devant le siège du secteur militaire de la ville.

Durant ce trajet de près d'un kilomètre, les retraités accompagnés d'invalides, de radiés et de représentants des personnels civils assimilés de l'ANP très en colère, ont brandi des banderoles et scandé des slogans contre la «hogra et les fausses promesses des pouvoirs publics» quant au règlement de leurs problèmes socioprofessionnels. «Où sont les promesses ?», «barakat men l'injustice», «pas de vote avant nos droits» «il ne nous reste que la rue pour réclamer nos droits». Il y avait même des voix qui fusaient des marcheurs scandant : «ettaghyir, ettaghyir Bouteflika ouach gaâd eddir» (changement, changement, Bouteflika doit partir).

Avant le début de la marche, des représentants des protestataires ont remis une copie de la plateforme de leurs revendications à un représentant du cabinet du wali, qui devait la transmettre à la présidence de la République.

A. B.

ACTE POLITIQUE OU DE SABOTAGE ?

La kasma des moudjahidine de Aïn-Sefra incendiée

Un incendie criminel s'est déclaré, tôt hier, au sein de la kasma des moudjahidine d'Aïn-Sefra, a-t-on constaté sur place.

Les éléments de la Protection civile et ceux de la Sûreté de daïra se sont aussitôt rendus sur les lieux et ont pu sauver ce qui restait, mais des dégâts importants sont signalés en matériel, mobilier de bureau et documents.

On ignore tout de même si c'est un acte politique ou de sabotage, du moment que les faits se sont déroulés après une introduction au sein du local par effraction ; comme on ignore le nombre des auteurs de l'incendie. Toutefois, l'enquête ouverte aussitôt en déterminera les circonstances.

B. Henine

GLISSEMENT DE TERRAIN À AZAZGA

7 maisons affaissées et le village Tadarth menacé

Les villageois de Tadarth, ancien village d'Azazga, sont en état d'alerte depuis vendredi soir.

A l'origine de cette mobilisation, les récentes intempéries et le glissement de terrain provoqué par les travaux de réalisation de la bretelle de contournement de la ville avec à la clé des dégâts importants occasionnés à un lot d'habitations dont 7 maisons ont connu un début d'affaissement alors que d'autres habitations situées en amont sont toujours sous la menace d'une reprise du glissement.

Les villageois qui incriminent l'entreprise réalisatrice du projet accusée de négligences, ont investi l'APC et la daïra dimanche matin, pour tirer la sonnette d'alarme et exiger le relogement des 7 familles qui ont passé la nuit de samedi à dimanche dehors, selon le porte-parole des villageois dont une délégation acccompagnée par le P/APC était en pourparlers avec le chef de daïra au moment où nous mettions sous presse.

Une commission technique dépêchée par la wilaya était, hier, sur les lieux pour constater les dégâts. Un spectacle affligeant s'offre aux yeux avec cette route affaissée et des terrains engloutis ou emportés par la pente sur une superficie estimée à 1 km^2.

S. Hammoum